

WILLY DIT:



## Pour un approvisionnement énergétique sûr et avantageux

Sans énergie, rien ne fonctionne. La Suisse profite actuellement d'un approvisionnement énergétique efficace, fiable et avantageux avec une forte part de production électrique indigène. Les taxes et les redevances ainsi que les régulations sont à un niveau supportable. La Stratégie énergétique 2050 de la Confédération remplace cette sécurité par une vision nébuleuse, par une politique qui ne repose sur aucune base sérieuse. Mais l'enjeu est trop important pour que l'on puisse se permettre des expériences à connotation idéologique. Pays pauvre en matières premières, la Suisse a besoin d'un approvisionnement énergétique fiable et avantageux.

### Les besoins en énergie augmentent constamment

Malgré les efforts d'économie et l'amélioration constante des rendements, la consommation d'énergie de la Suisse augmente. Cette tendance se poursuit, car, à côté de la croissance démographique, le développement économique et la prospérité maintiennent notre consommation d'énergie à un niveau élevé. L'augmentation du confort et des applications sans cesse nouvelles (communications, ménages, etc...) soutiennent également cette croissance de la consommation.

### L'énergie est toujours plus chère

L'augmentation des prix de l'énergie est mauvaise pour l'économie et la prospérité. Elle pousse à la hausse les coûts de production, affecte la compétitivité et diminue l'argent librement à disposition de la population.

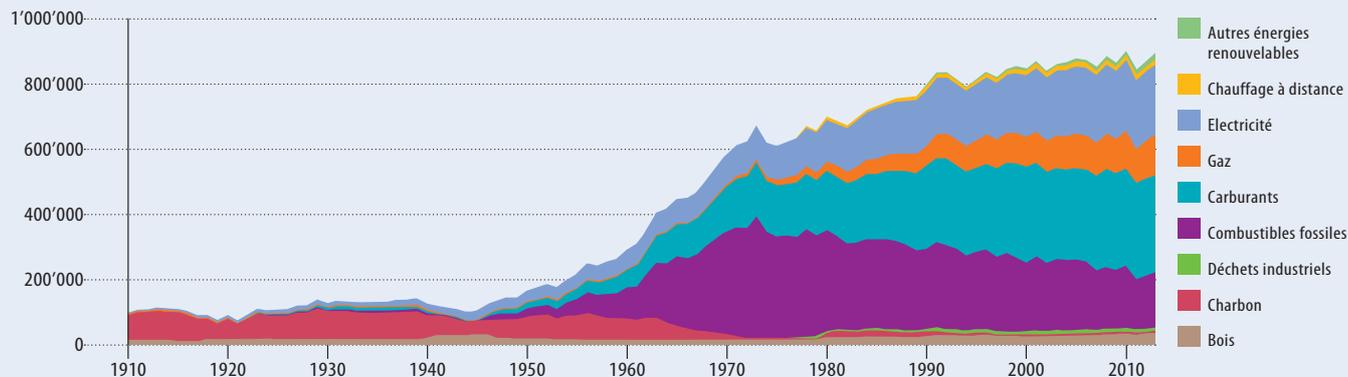
Au lieu de se contenter de réduire le plus possible les atteintes à l'environne-

ment dues à la production et la consommation d'énergie, l'Etat abuse des agents énergétiques pour accroître ses recettes fiscales. Il augmente les taxes et les redevances en vigueur et en crée de nouvelles. Ce procédé malsain est justifié par des objectifs écologiques ou, plus récemment, par l'abandon du nucléaire. Or, les mesures proposées ne permettent d'atteindre les objectifs visés que dans la théorie et moyennant des coûts énormes.

### Redistribution massive

Les milliards de francs générés par ces taxes et ces redevances reviennent principalement à la caisse générale de la Confédération. Une partie est utilisée pour subventionner certains agents énergétiques – sans grand succès jusqu'ici. La stratégie énergétique de la Confédération renforce encore cette mauvaise politique alors que, détail important, la production sera réduite par rapport à aujourd'hui. Il est de toute manière extrêmement douteux que

## Consommation d'énergie finale de la Suisse depuis 1990 en térajoules TJ



Source : Statistique énergétique globale de la Suisse 2013 (extrait)

les ambitieux objectifs écologiques fixés puissent être atteints. La devise devrait en fait être la suivante: moins de taxes et de redevances, meilleures conditions-cadres pour les particuliers et les entreprises. Dans l'intérêt de la sécurité des investissements et du droit, les instruments de financement actuels doivent être examinés et remis en question. La politique énergétique ne doit pas seulement se fonder sur la protection de l'environnement, mais aussi tenir compte de facteurs comme la demande réelle, l'économie et l'indépendance nationale.

### Premier objectif: la sécurité de l'approvisionnement

Le premier objectif d'une politique énergétique raisonnable est d'assurer un approvisionnement à un prix avantageux, indépendant, offrant de l'énergie en quantité suffisante et ménageant l'environnement. Ce principe est respecté par le mix énergétique actuel. La part de l'énergie fossile au système global doit être diminuée pour réduire la dépendance du pays. Mais cet objectif exige de l'électricité disponible en permanence et quelles que soient les conditions météorologiques. Outre les agents énergétiques fossiles, seules la force hydraulique et la force nucléaire remplissent cette condition.

Ces deux principaux piliers de notre approvisionnement énergétique subissent cependant de fortes pressions politiques. Le projet d'abandon de l'énergie nucléaire supprime à peu près 40% de la production électrique suisse. Assurant environ 55% de la production électrique nationale, la force hydraulique est elle aussi menacée par des projets d'énergie solaire et éolienne fortement subventionnés en Suisse et à l'étranger. Conséquence des incertitudes qui marquent actuellement ce secteur, les investissements dans ces agents énergétiques sont reportés ou supprimés.

### Part infime des énergies renouvelables

Bien que vantées bruyamment par le centre gauche et les médias, les nouvelles énergies renouvelables comme le vent et le solaire ne peuvent pas, beaucoup s'en faut, compenser la disparition du nucléaire. Malgré des subventions par milliards, la part de ces énergies au mix électrique est désespé-

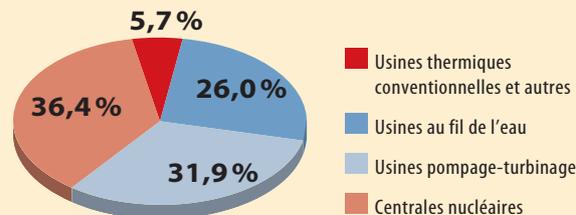
rément faible. Le solaire et l'éolien représentent aujourd'hui 0,6% de la production électrique totale de la Suisse. Personne ne sait comment on peut compenser avec ces deux ressources la production nucléaire supprimée. Il est donc totalement irresponsable de menacer la sécurité de l'approvisionnement, donc la capacité économique et la prospérité de la Suisse, par de vagues visions.

### Non à un changement de système – non à la Stratégie énergétique 2050

La Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral ne répond pas aux exigences d'un approvisionnement fiable et avantageux du pays en énergie. Des vœux pieux et des utopies idéologiques basées sur des interventions massives de l'Etat prennent la place de mesures et d'hypothèses réalistes. Combiné avec une hausse massive des redevances et la création de nouveaux impôts, ce projet va nuire durablement à notre pays.

La stratégie proposée par l'UDC est tout autre: au lieu de détériorer pour des motifs politiques les conditions-cadres de certains agents énergétiques, l'UDC propose l'égalité de traitement pour toutes les ressources énergétiques; au lieu d'augmenter les taxes et les redevances, elle demande la réduction de ces prélèvements; au lieu de réguler, de subventionner et d'inciter, elle suggère la réduction des interventions étatiques.

## Le mix électrique suisse 2014



Source : statistique suisse de l'électricité 2013

## POSITIONS

## L'UDC

- combat la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération qui est interventionniste et nocive pour l'économie;
- demande que l'approvisionnement énergétique se fonde sur les facteurs suivants: demande, économie, indépendance, protection de l'environnement et faibles émissions;
- refuse catégoriquement des nouvelles taxes et redevances ou une augmentation des prélèvements actuels qui renchérissent l'énergie;
- s'oppose aux prélèvements à des fins d'incitation ou de soutien ainsi qu'à d'autres réglementations et prescriptions dans le domaine énergétique qui font du tort à l'économie et, plus particulièrement, aux arts et métiers et aux régions périphériques;
- approuve l'extension de la production électrique indigène, notamment de la force hydraulique;
- s'oppose aux interdictions de certaines technologies;
- s'engage pour le maintien du mix électrique actuel qui a fait ses preuves et refuse la mise hors service pour des raisons politiques des centrales nucléaires actuelles ainsi que la détérioration volontaire des conditions-cadres de certains agents énergétiques;
- salue la recherche privée et la réalisation privée de projets dans le domaine des nouvelles énergies renouvelables comme la géothermie, l'éolien et le solaire ainsi que la biomasse.

## AVANTAGES +

## Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme consommateur, de l'énergie en suffisance, en permanence et à un prix avantageux;
- ✓ comme chef d'entreprise, un approvisionnement énergétique fiable, financièrement supportable et la sécurité de planification;
- ✓ comme citoyen responsable de l'environnement, une production énergétique faible en émissions et indépendante;
- ✓ comme propriétaire immobilier, l'absence de nouvelles prescriptions, interdictions et contraintes;
- ✓ comme habitant d'une région périphérique, des places de travail à proximité;
- ✓ comme citoyen responsable, moins de dépendance de l'étranger et des prix internationaux avec moins de risque de chantage contre la Suisse.